

2 Politique

Présentation des vœux au Chef de l'État par les Forces de défense et de sécurité

Plus d'efficacité sur le terrain

SM

Libreville/Gabon

HIER, dans la matinée, le tour est revenu à l'ensemble des Forces de défense et de sécurité, de poursuivre le cérémonial républicain de présentation de vœux de Nouvel An au chef de l'État. Les commandants en chef (Cochef) des Forces armées gabonaises (FAG), de la Garde républicaine, de la gendarmerie nationale, et des Forces de Police nationale (FPN) se sont chargés, comme il est de tradition en pareille circonstance, de faire le point sur le travail accompli par leurs corps respectifs, au cours de l'année écoulée. De même, ils ont mis un accent sur les manquements et autres besoins nécessaires pour rendre plus efficaces, les actions qu'ils auront à mener dans le cadre de leurs multiples missions.



Le commandant en chef des Forces de police nationale, le général de division, Jean-Clotaire Oye Zue et...

C'est ainsi que, ouvrant le bal, le Cochef de la gendarmerie nationale, le général d'armée Jean Ekoua a rappelé les actions que ne cesse de mener le personnel placé sous son autorité pour assurer la sécurité des personnes et des biens, les aires protégées et la surveillance de nos frontières terrestres et maritimes. Précisant de

ce fait, qu'au vu des exigences multiformes de toutes ces missions, il paraît "impérieux et vital" que son corps se dote des outils modernes et adaptés pour une surveillance accrue et efficace. Notamment, l'acquisition d'une structure de police technique et scientifique opérationnelle. Laquelle, selon lui, s'avère



...le Cochef de la Garde républicaine, Grégoire Kouna, présentant leurs vœux au chef suprême des Forces de défense et de sécurité.

aujourd'hui indispensable pour la matérialisation de la preuve et la garantie de l'aboutissement des dossiers. Aussi, au regard du contexte actuel marqué par de nouvelles formes de menaces, les Cochefs sont unanimes sur le fait qu'une adaptation de notre outil de défense et de sécurité est plus que ja-

mais nécessaire. Toute chose qui passe par la mise à niveau de l'outil de formation, le perfectionnement des personnels et l'acquisition des moyens adéquats. «Pour mener à bien leurs missions, les militaires se doivent d'être préparés, formés et entraînés», a tenu à rappeler, pour sa part, le Cochef des FAG, le général d'armée

Auguste Roger Bibaye Itandass. Tout en déplorant au passage, les conditions difficiles d'accès au Centre d'entraînement et de contrôle de la préparation opérationnelle (CECPO), situé à l'intérieur du pays. Lequel, selon lui, a accueilli en 2017, de façon rotative, trois compagnies sélectionnées pour prendre part aux missions militaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. C'est aussi fort de tout ceci que, le Cochef des Forces de police nationale, le général de division Jean-Clotaire Oye Zue, a souhaité, pour cette nouvelle année, que "chaque policier puise au plus profond de lui, des ressources humaines et morales pour l'accomplissement de leurs charges". Non sans dénoncer le comportement déviant, de certains de ses subordonnés qui ternissent la réputation et l'image de leur corps.

... Réponse et vœux du chef suprême des Forces de défense et de sécurité

Faire face aux nouvelles menaces

J.K.M

Libreville/Gabon

AU second jour du rituel républicain de présentation des vœux au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, en sa qualité de chef suprême des Forces de défense et de sécurité, a invité, hier, au palais de la présidence de la République, l'ensemble des commandements en chef, officiers généraux, officiers supérieurs, officiers, sous-officiers, militaires de rang et soldats à faire montre de plus de professionnalisme, rigueur et exemplarité dans l'exercice quotidien de leurs missions, de manière

à faire face aux nouvelles menaces auxquelles est confronté notre pays. D'autant que, a avancé le président de la République, l'agression perpétrée par un sujet nigérien sur deux journalistes danois, le 16 décembre dernier, au Village artisanal de Libreville, montre combien le champ d'investigation et d'intervention des Forces de défense et de sécurité s'élargit et se complexifie davantage chaque jour. " Il ne s'agit plus pour vous seulement de lutter contre les formes de criminalité que nous connaissons (braconnage, exploitation illégale des ressources naturelles, insécu-

rité, lutte contre la drogue, violences en milieu scolaire, etc.) mais également de lutter, de nos jours, contre des actes lâches et ignobles qui n'ont que pour objectif de déstabiliser les États". Ce qui implique, de la part de nos militaires et policiers, une exigence de performance, a précisé le numéro un gabonais. " Car, plus personne ne peut en douter, le développement durable d'un pays ne peut être envisagé sans la sécurité, sans la quiétude des populations", a-t-il averti.

Félicitant les éléments des Forces de défense et de sécurité pour la promptitude avec laquelle ils ont réagi

lors des événements dramatiques du Village artisanal, Ali Bongo Ondimba, tout en ayant une pensée pour nos soldats en mission de sécurisation à l'extérieur et sur l'ensemble du territoire national, a laissé entendre que cette exigence suppose une optimisation des ressources disponibles, une nouvelle approche pratique, une priorisation des objectifs et une mutualisation des moyens. Dans cette optique, a-t-il poursuivi, un accent particulier sera mis, au cours cette année, sur la formation des personnels de nos Forces de défense et de sécurité. D'où, a-t-il indiqué, "



Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

j'attends, d'ici la fin du mois de février, des ministres de la Défense et de l'Intérieur, un plan détaillé et ciblé des différentes formations qui tiennent compte des enjeux mais aussi des nouvelles contraintes du moment ". Car, a-t-il poursuivi, " un soldat bien formé, dans un corps sain et à l'esprit sain, est un soldat apte au combat ". Avant de stigmatiser les

comportements (racket, contrôles intempestifs, harcèlement sexuel, abus d'autorité, corruption, etc.) qui écorcent l'image de nos Forces de défense et de sécurité. D'autant que, a avancé le président de la République, " un soldat bien formé doit être également un modèle pour nos concitoyens. (...) L'uniforme doit être respecté et non craint"

Présentation de vœux au chef de l'Etat/S'agissant du Code de la communication

"Une difficulté de plus pour les médias"

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

LORS de sa présentation de vœux au chef de l'Etat, hier, la presse nationale a décrié l'actuel Code de la communication qui pour les hommes de médias, comporte plusieurs insuffisances.

Présenté par le gouvernement comme une avancée pour la corporation, le représentant de la presse, Stéphane Nguema, a vu plutôt en ce texte, une difficulté de plus. "Pour bon nombre de professionnels que nous sommes, ce code bien qu'ayant pris en compte les nouveaux médias, notamment les médias

en ligne, comporte des insuffisances qui ne permettent pas d'une part, de garantir une totale liberté des médias et des journalistes et d'autre part, d'offrir un cadre juridique clair et qui protège la corporation", a-t-il mentionné. Aussi, a-t-il relevé le caractère contradictoire dudit code. En ce sens que, " lorsqu'il prévoit par exemple de fortes amendes en cas d'infraction tout en faisant mention de la dépenalisation du délit de presse. Il l'est encore plus, lorsqu'il place des médias privés, qui sont des entreprises privées, sous le contrôle du ministère de la Communication". Fort de cela, la presse nationale perçoit l'actuel code de la communication comme "un carcan juri-

dique qui est venu s'ajouter aux difficultés auxquelles nous journalistes faisons face". De ce fait, quelques pistes ont été suggérées pour palier cette situation. Stéphane Nguema a, entre autres, évoqué, la "stricte" application de l'article 167 de la loi n°19/2016 du 9 août 2016 portant Code de la communication en République gabonaise qui stipule, "qu'il est créé dans la loi des finances une ligne budgétaire destinée au financement des actions de développement et de promotion des entreprises et industries de la communication et de la cinématographie dénommée, Fonds d'aide et de soutien à la communication", etc. Non sans souligner que la subvention allouée a été revue

à la baisse, les hommes de médias ont suggéré une autre voie. S'agissant de la redevance audiovisuelle pour financer les activités des services et entreprises publics de communication audiovisuelle et cinématographique, les professionnels des médias ont souhaité que celle-ci soit élargie à toute la corporation. Ceci, ont-il précisé, "dans un souci de ne point aggraver la fracture déjà existante entre les différents médias". Tout en relevant que l'année qui vient de s'achever a été "rude", la presse a tenu à marteler que la question du financement demeure "la principale préoccupation". Elle en veut pour preuve, la situation de l'Agence gabonaise



Stéphane Nguema s'exprimant au nom de la presse nationale.

de presse (AGP), et celle de la radio panafricaine Africa n°1. La question de la formation des journalistes n'était pas en reste. "Parce qu'une démocratie ne peut s'épanouir sans une presse capable de relever les défis de l'heure, il

est donc essentiel que les professionnels de la communication soient suffisamment formés, afin de jouer pleinement leur rôle dans la consolidation de celle-ci", a conclu, le représentant de la presse, Stéphane Nguema